

Le blé fut, l'an dernier, le principal article parmi nos exportations au Japon. On en a vendu pour la somme de 30 millions. Le Japon constitue un excellent débouché pour le blé. Il est d'ordinaire le quatrième de nos clients et il achète 12½ p. 100 de nos exportations de blé. Vu les changements dans le régime alimentaire au Japon, nos spécialistes en matière de blé espèrent qu'à l'avenir ce pays deviendra un client meilleur et plus constant qu'il ne l'a jamais été.

Vous m'avez demandé, monsieur, dans quelle mesure l'augmentation spectaculaire de notre commerce avec le Japon, l'an dernier, indiquait un retour aux articles de commerce traditionnels. Il y a certaines marchandises que nous n'avons pas vendues au Japon en 1951, mais que celui-ci aurait aimé acheter s'il avait pu le faire. Dans les années d'avant-guerre, le Japon se procurait au Canada des métaux essentiels comme l'aluminium, le cuivre, le plomb, le nickel et le zinc. L'an dernier, ces métaux étaient rares et, en vertu du Plan des matières sous régie, ils étaient réservés aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Le Japon aurait acheté quantité de ces métaux si nous avions pu les lui fournir. Il est à supposer qu'il en prendra de fortes quantités quand l'approvisionnement sera meilleur.

M. GRAYDON: Cela dépendra, évidemment, de l'attitude des États-Unis, à savoir si, oui ou non, ils continueront à épauler financièrement le gouvernement et le système économique japonais. Les Américains ont dépensé, durant l'occupation, quelque deux milliards de dollars pour l'économie japonaise, si je me souviens bien. Si tel est le cas, peut-on s'attendre normalement que cette aide soit continuée? Dans la négative, le Japon n'achètera évidemment que selon ses moyens. Peut-être ne sera-t-il pas en aussi bonne posture pour le faire qu'en 1951.

M. MURRAY: Monsieur le président, les Japonais, naturellement, n'achètent que des matières premières.

M. ISBISTER: Dans une très large mesure, monsieur. Évidemment, je ne puis prédire ce que seront plus tard les exportations canadiennes au Japon. Mais une grande partie des achats japonais au Canada consistent en des denrées alimentaires essentielles et en des matières premières servant à l'industrie manufacturière du Japon. Quelle que soit plus tard la situation du dollar dans ce pays, on peut certainement affirmer que ces marchandises seront considérées comme essentielles au Japon. L'argent dont il disposera servira à payer ces marchandises. Mais je ne puis prévoir jusqu'où ira la stabilisation du commerce.

M. MURRAY: Quant à la question ouvrière, les Japonais n'auront-ils pas une échelle de salaires, la journée de huit heures, une amélioration des conditions de travail, la compensation ouvrière, l'allocation aux mères et la pension de vieillesse? Les Japonais ne bénéficieront-ils pas de toutes les mesures sociales déjà appliquées au Canada?

M. MACKENZIE: Pourquoi les limiter au Japon?

M. MURRAY: Commençons par le Japon. Nous passerons ensuite à la Chine. Cette partie du monde nous présentera des problèmes pour cinquante ans à venir. Aussi bien jouer cartes sur table et prévoir les répercussions, sur le marché mondial, du coût de production de ces marchandises.

M. MACKENZIE: Vous serez alors un vieillard.

M. MURRAY: Il doit y avoir moyen de hausser le niveau de vie de l'ouvrier japonais, de l'autre côté du Pacifique, jusqu'au nôtre, de ce côté-ci.

M. ISBISTER: La question relève plutôt du domaine de M. Norman, monsieur.